

### Nombre de places offertes aux candidats de nationalité étrangère à l'école supérieure de métrologie.

Par arrêté du ministre de l'industrie en date du 24 février 1982, le nombre d'élèves de nationalité étrangère à admettre à l'école supérieure de métrologie (2<sup>e</sup> degré) est fixé pour la première année à deux par concours et deux sur titres et pour la deuxième année à deux sur titres.

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 1<sup>er</sup> avril 1982 pour les candidats au concours et au 31 mai 1982 pour les candidats à l'admission sur titres.

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ

### Concours d'entrée aux écoles de sages-femmes.

Le ministre de la santé,

Vu le décret n° 46-2281 du 16 octobre 1946, modifié notamment par le décret n° 72-1258 du 29 décembre 1972 ;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 1966 fixant la liste des titres exigés des candidates au concours d'entrée aux écoles de sages-femmes ;

Vu l'arrêté du 27 janvier 1976 fixant les modalités du concours d'entrée aux écoles de sages-femmes, et notamment ses articles 2, 4 et 11 ;

Vu l'arrêté du 17 mars 1980 fixant la liste des pièces à fournir au dossier d'admission dans les écoles de sages-femmes ;

Vu l'arrêté du 13 janvier 1982 relatif au concours d'entrée aux écoles de sages-femmes ;

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les personnes de sexe masculin peuvent, dans les mêmes conditions que les personnes de sexe féminin, déposer un dossier de candidature à la session 1982 du concours d'entrée aux écoles de sages-femmes prévu par l'arrêté susvisé du 13 janvier 1982. Ces candidats ne seront toutefois admis à concourir que si la loi le permet.

Art. 2. — Le directeur général de la santé est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 mars 1982.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur général de la santé,  
J. ROUX.

## MINISTÈRE DU TEMPS LIBRE

### Comités régionaux de tourisme.

#### RÉGION BRETAGNE

Par arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre du temps libre, chargé du tourisme, en date du 24 février 1982, sont nommés membres du comité régional de tourisme de Bretagne :

#### Représentants de l'établissement public régional.

##### Au titre du conseil régional.

MM. Le Treut (Pierre) et Dollo (Yves).

##### Au titre du Conseil économique et social.

MM. Niol (Joseph) et Chaton (Jean-Paul).

#### Représentants des départements.

##### Au titre du conseil général des Côtes-du-Nord.

MM. Guedo (Guillaume) et Simon (Jean-Yves).

##### Au titre du conseil général du Finistère.

MM. Folgoas (Jean-Marcel) et Priser (Yves).

##### Au titre du conseil général d'Ille-et-Vilaine.

MM. du Halgouet (Gaël) et Dory (Albert).

##### Au titre du conseil général du Morbihan.

MM. Belliot (René) et Orain (Pierre).

#### Représentants des organismes consulaires.

M. Rault (Jules), président de la conférence régionale des métiers.  
M. Travers (Georges), président de la chambre régionale de commerce et d'industrie, président de la chambre de commerce de Rennes.

M. Chemin (Elie), président de la chambre régionale d'agriculture.

#### Représentants des activités touristiques.

M. Boulbain (Alphonse), président de la fédération régionale des offices de tourisme et syndicats d'initiative.

M. Le Calvez (Louis), président du comité départemental de tourisme du Finistère.

M. Gourvennec (Alexis), président de la compagnie de navigation B. A. I. (Bretagne—Angleterre—Irlande).

M. Lombard (Auguste), président du syndicat hôtelier du Finistère.

Les arrêtés des 8 juillet 1977 et 12 février 1980 nommant les membres du comité régional de tourisme de Bretagne sont abrogés.

#### RÉGION GUYANE

Par arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre du temps libre, chargé du tourisme, en date du 24 février 1982, sont nommés membres du comité régional de tourisme de la Guyane :

#### Conseillers régionaux.

MM. Lecante (André) et Catayee (Jean).

#### Conseillers généraux.

MM. Castor (Elie) et Catherine (Daniel).

#### Membres du comité économique et social.

MM. Eutrope (Roger) et Montgenie (Jean-Claude).

#### Représentants des organismes consulaires.

##### Chambre de commerce.

M. Krivsky (Bedrick-Ernest).

##### Chambre d'agriculture.

M. Constance (Benjamin).

##### Chambre des métiers.

M. Noviello (Roger).

#### Représentants des municipalités.

##### Cayenne.

M. Aubin (Adrien).

##### Kourou.

M. Rabord (Raphaël).

##### Saint-Laurent-du-Maroni.

M. Hodebar (Octavien).

#### Représentants des activités touristiques.

##### Au titre des professions touristiques.

MM. Hermes (Alain) et Courtin (Pascal).

##### Au titre des professions hôtelières.

MM. Methon (Maurice) et Lefèvre (Hugues).

##### Au titre des compagnies aériennes.

MM. Nuquet (Jean-Pierre) et Blanchard (Raymond).

##### Au titre de l'union départementale des syndicats d'initiative de Guyane.

M. Giffard (Georges).

Les arrêtés des 12 février 1980 et 10 février 1981 portant nomination des membres du comité régional de tourisme de Guyane sont abrogés.

## JEUNESSE ET SPORTS

**Habilitation de certaines associations de parachutisme sportif à enseigner le parachutisme sportif et à faire passer les examens pour l'obtention du brevet de parachutisme fédéral et de diverses qualifications.**

Le ministre délégué auprès du ministre du temps libre chargé de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 63-607 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu la loi n° 75-988 du 29 octobre 1975 sur le développement de l'éducation physique et du sport ;

Vu le décret n° 72-490 du 15 juin 1972 portant création d'un brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu le décret n° 75-364 du 13 mai 1975 transférant au ministre chargé des sports les attributions relatives au parachutisme sportif précédemment exercées par le ministre chargé de l'aviation civile ;

Vu le décret n° 76-1246 du 17 décembre 1976 relatif à l'agrément des groupements sportifs ;

Vu le décret n° 78-489 du 3 juin 1978 relatif à l'habilitation des fédérations sportives, et notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté du 18 mars 1980 relatif aux parachutes utilisés pour la pratique du parachutisme sportif ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1980 portant délégation de pouvoirs à la fédération française de parachutisme ;

Vu l'arrêté du 27 juillet 1981 portant délégation de signature au directeur des sports ;

Vu l'avis émis par la fédération française de parachutisme,

#### Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'enseignement du parachutisme sportif et les examens pour l'obtention du brevet de parachutisme sportif fédéral et de diverses qualifications sont organisés uniquement dans les centres écoles régionaux de parachutisme sportif habilités par le ministère délégué à la jeunesse et aux sports après avis de la fédération française de parachutisme.

Art. 2. — Pour bénéficier de l'habilitation de centre école régional de parachutisme sportif les associations doivent :

1° Etre constituées sous forme d'associations déclarées au titre de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 ou pour les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin et de la Moselle, conformément au code civil local ;

2° Etre affiliées à la fédération française de parachutisme ;

3° Etre agréées par le préfet du département comme groupement sportif ;

4° Disposer de l'encadrement obligatoire pour la conduite et le contrôle de l'instruction ;

5° Se conformer à la méthode d'enseignement de la fédération française de parachutisme pour la conduite de l'instruction et la pratique du parachutisme sportif ;

6° Adresser une demande au ministère délégué à la jeunesse et aux sports sous le couvert de la fédération française de parachutisme.

Art. 3. — Les séances de saut pour la préparation au brevet fédéral de parachutisme sportif et le contrôle des épreuves pour l'obtention du brevet sont organisées sous la responsabilité, la direction et la présence effective d'un instructeur titulaire du brevet d'Etat d'éducateur sportif option Parachutisme 1<sup>er</sup> degré, assisté, obligatoirement, d'un instructeur adjoint, titulaire du brevet d'Etat d'éducateur sportif 1<sup>er</sup> degré ou d'un instructeur fédéral. Un parachutiste sportif titulaire d'une carte d'instructeur fédéral stagiaire ne peut, en aucun cas, se substituer à l'un ou l'autre des instructeurs visés plus haut.

Art. 4. — Un seul centre école régional de parachutisme sportif est habilité par plate-forme de saut.

Art. 5. — L'habilitation peut être retirée par le ministère délégué à la jeunesse et aux sports aux centres école régionaux ne remplissant plus l'une des conditions prévues à l'article 2 du présent arrêté ou sur proposition de la fédération française de parachutisme.

Art. 6. — Les centres école régionaux de parachutisme sportif remplissant les conditions fixées à l'article 2 du présent arrêté et dont la liste figure en annexe sont habilités à la date du jour de parution de l'arrêté.

Art. 7. — Le directeur des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 2 février 1982.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur des sports,  
J. GROSPAILLET.

#### ANNEXE

Centre école régional de parachutisme de l'Aisne : terrain d'aviation de Laon-Chambry, 02000 Laon.

Centre aéro-parachutiste Marc-Eskénasi : aéroport de Périgny, 03120 Lapalisie.

Centre école de parachutisme de Normandie : aéroport civil, 14650 Carpiquet.

Centre école de parachutisme de Royan : aéroport de Royan-Médus, 17600 Saujon.

Centre école de parachutisme de la Corse : aéroport de Bastia-Poretta, 20200 Bastia.

Centre école régional de parachutisme sportif d'Aquitaine : aéroport de Roumazière, 24100 Bergerac.

Centre école de parachutisme du pays de Montbéliard : aéroport de Courcelles-lès-Montbéliard, 25420 Voujeaucourt.

Centre école de parachutisme de Besançon : aéroport de Besançon-la-Vèze, 25000 Besançon.

Centre école de parachutisme Provence-Méditerranée : aéroport de Pujaut, 30131 Pujaut.

Centre école de parachutisme du bassin d'Arcachon : aéroport de Villemarie-la-Teste, 33260 La Teste-de-Buch.

Centre école départemental de parachutisme sportif de la Gironde : aéroport, 33780 Souillac-sur-Mer.

Centre école de parachutisme du Centre-Ouest : aéroport, 36300 Le Blanc.

Centre école de parachutisme de Grenoble : aéroport de Saint-Geoirs, 38590 Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs.

Centre école de parachutisme de Saint-Etienne : aéroport, 42330 Saint-Galmier.

Centre école de parachutisme du Lot : aéroport de Cahors-Lalbenque, 46230 Lalbenque.

Centre de parachutisme de la Marne : aéroport, 51400 Mourmelon-le-Grand.

Centre école régional de parachutisme sportif Nancy-Lorraine : aéroport d'Azélot, 54210 Saint-Nicolas-de-Port.

Centre école de parachutisme de Vannes : aéroport de Vannes-Meucon, 56250 Elven.

Centre école Moselle-Parachutisme : aéroport de Doncourt-lès-Conflans, 54800 Jarny.

Centre école régional de parachutisme du Nord : aéroport de la Salmagne, 59600 Maubeuge.

Nord Para-Club (centre école de parachutisme) : aéroport de Lille-Marcq, 59910 Bondues.

Centre école de parachutisme Pyrénées-Océan : aéroport de Lasclaveries, 64450 Theze.

Centre école de parachutisme du Roussillon : aéroport de Saint-Laurent-de-la-Salengue, 66000 Perpignan.

Centre école de parachutisme Alsace : aéroport du Polygone, 67000 Strasbourg.

Centre école régional de parachutisme sportif de Colmar-Alsace : aéroport de Houssen, 68000 Colmar : (siège social et plate-forme de sauts entretien. Restriction motivée par la proximité de la voie ferrée électrifiée à l'Ouest et de l'autoroute à l'Est : avis du D. T. N. en date du 22 octobre 1981).

Terrain de manœuvre de Colmar-Sud, sauts école.

Centre école régional de parachutisme de Lyon : aéroport de Corbas, 69800 Saint-Priest.

Centre école de parachutisme de Saône-et-Loire : aéroport de Champforgueil, 71530 Chalon-sur-Saône.

Centre école de parachutisme sportif du Maine et Val-de-Loire : aéroport Saint-Hilaire-Saint-Florent, 49400 Saumur.

Centre école de parachutisme sportif de Savoie : aéroport de Chambéry-Aix-les-Bains, 73420 Le Viviers-du-Lac.

Centre école régional de parachutisme de Haute-Normandie : aéroport de Dieppe-Saint-Aubin, 76550 Offranville.

Centre de parachutisme sportif de Paris-Ile-de-France : aéroport, 77320 La Ferté-Gaucher.

Centre école régional de parachutisme du Poitou : aéroport, 79100 Thouars.

Centre école de parachutisme de la Somme : aéroport d'Amiens Glisy, 80000 Amiens.

Centre école régional de parachutisme Claude-Lahille : aéroport d'Agen, 82400 Valence-d'Agen.

Centre école de parachutisme Côte-d'Azur : aéroport du Luc, 83340 Le Cannet-des-Maures.

Centre école de parachutisme de l'Ouest : aéroport des Ajoncs, 85000 La Roche-sur-Yon.

Centre école de parachutisme d'Artois : aéroport de Lens-Bénifontaine, 62300 Lens.

Centre école de parachutisme de Bourbon : aéroport de Saint-Denis, 97473 Saint-Denis (La Réunion).

Centre école de parachutisme Nouvelle-Calédonie : aéroport de Tontouta, Nouméa.

Centre école de parachutisme de Polynésie française : aéroport, Papeete.

Centre école de parachutisme de la Guadeloupe : aéroport du Raizet, 97110 Pointe-à-Pitre.

Centre école de parachutisme de la Guyane française : aéroport de Kourou, 97310 Kourou.

## MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

### Régies d'avances.

Par arrêté du ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, et du ministre de l'environnement en date du 28 janvier 1982, le montant maximum de l'avance à mettre à la disposition du régisseur d'avances du domaine de Chambord durant la période du 1<sup>er</sup> décembre au 31 mars de l'année suivante est fixée à 17 000 F.